HENRI WEBER

L'extrême-gauche italienne entre « l'autonomie ouvrière » et le PCI.

Trois quotidiens - diffusant ensemble à 70 000 exemplaires - des dizaines de radios locales, une implantation réelle dans la plupart des entreprises importantes du pays, des milliers de délégués ouvriers : l'extrême-gauche italienne représentte la plus forte extrême-gauche organisée d'Europe occidentale, après peut-être l'extrême-gauche espagnole. Ses piètres résultats aux élections le 20 juin 1976 ne doivent pas tromper : ils traduisent sa faible crédibilité au plan institutionnel, non son influence réelle dans le pays. Les travailleurs italiens, y compris l'avant-garde ouvrière, comptent sur leurs partis traditionnels pour mettre en minorité la Démocratié-chrétienne. Plus cet objectif leur parait à portée de la main, plus ils sont tentés de concentrer leurs suffrages sur les partis ouvriers, quoiqu'ils pensent de leur politique. En France aussi, nous avons connu en 1974 et nous connaitrons plus encore à l'avenir cette logique du « vote utile ». Celle-ci, au demeurant, n'hypothéque pas l'avenir : les travailleurs qui ont poussé les réformistes au gouvernement pour se débarasser du régime démocrate-chrétien n'admettront pas facilement de les voir pratiquer une politique de centre-gauche. Quant à l'avant-garde ouvrière, il y a longtemps qu'elle a fait sienne la maxime de Napoléon : on avance et puis on voit.

Toujours est-il que l'extrême-gauche italienne s'attendait généralement à une victoire électorale de la gauche le 20 juin. En prévision de cette victoire, un ample débat a eu lieu, sur les modalités concrètes de la transition au socialisme. Ce débat doit être connu de l'extrême-gauche française. Critique Communiste **s'en fait et s'en fera l'écho. pour mieux en faire comprendre la teneur, nous présentons briévement ci-dessous les trois principales organisations révolutionnaires italiennes.**

1/ Lotta Continua : l'héritière du mao-spontanéisme italien à la recherche d'une nouvelle identité.

Lotta Continua, d'après **Luigi Bobbio**, membre du secrétariat national, regroupe environ 10 000 militants. Des trois grandes organisations de l'extrême-gauche, c'est elle qui a l'implantation la plus « capillaire » (1), et la plus grande capacité de mobilisation. Elle est présente dans les principales usines d'Italie (Fiat, Alfa Roméo, Italsider, Porto Marghera...). Son fief reste Turin, citadelle ouvrière, où elle compte 1500 miliatnts sur 1,5 millions d'habitants... Son quotidien se vend à 15 000 exemplaires.

Lotta Continua est l'héritière du mouvement spntanéiste italien. Elle est née en 1969 d'une coordination d'organisations locales : la fraction de **Potere Opériao** de Massa Pise regroupée derrière **Adriano Sofri**, actuel leader de **Lotta Continua**, une partie du Mouvement Etudiant turinois engagé dans l'expérience de l'assemblée ouvriers-étudiants de la Fiat, des secteurs du MS de Trente, de Milan, le groupe **Potere Operaio** de Pavie, etc...

Lotta Continua exprime l'explosion de révolte d'étudiants et de jeunes ouvriers venus à la politique dans le contexte du Mai rampant italien. Mais ses cadres les plus anciens se réclament d'une tradition théorique : celle de « Classe Opéraia » , scission spontanéiste du courant regroupé autour des **Quaderni Rossi** (Cahiers Rouges) , revue d'extrême-gauche fondée en 1961 par **Raniero Panzieri.**

La mystique de « l'autonomie ouvrière ».

A l'origine, la matrice politique de **Lotta Continua** est résolument ultragauchiste : un catastrophisme d'apocalypse imprègne gaillardement les analyses du capitalisme italien. Lui fait pendant, une vision mythique de la classe ouvrière, effet d'une généralisation abusive des situations de pointe : le prolétariat dans son ensemble est « à l'offensive » , sa combativité traduit la montée de « l'autonomie ouvrière » , par opposition à la subordination à la bourgeoisie, caractéristique de la phase d'avant 68 , marquée par l'hégémonie révisionniste....

Qu'est ce donc, à ce point du processus révolutionnaire, que l'autonomie ouvrière, demande Adriano Sofri, dans le rapport introductif au 1er congrès de Lotta Continua, en juillet 1970 ? (2) **Quelles sont ses caractéristiques dominantes ? En premier lieu dans le refus explicite et radical du travail salarié et des lois qui le régissent... endommager la production, abolir les stimulants matériels tendant à co-responsabiliser les ouvriers à l'accroissement de la production, refuser les divisions économiques et normatiques, refuser les cadences et les conditions de travail nocives, les horaires et les roulements... Le second trait distinctif de l'autonomie ouvrière, étroitement lié au premier, c'est la constatation du rôle contre-révolutionnaire des syndicats et des partis, et l'organisation explicitement anti-syndicale et anti-contractuelle de la lutte ».**

Refus du salariat et rejet du réformisme sont les deux mamelles de l'autonomie ouvrière en plein expansion. Une telle conception relève d'une vision simpliste et linéaire de la radicalisation ouvrière, elle révéle une incompréhension totale du processus de la formation de la conscience de classe dans les pays capitalistes avancés, processus dont le caractère inégal, contradictoire, complexe n'est pas même soupçonné. Conséquence de cette vision simpliste, l'analyse que **Lotta Continua** fait du mouvement ouvrier traditionnel, et notamment des syndicats, caractérisés comme appareils d'Etat.

« **Institutionnellement,** écrit Adriano Sofri dans un texte qui pourtant se veut auto-critique, **le syndicat est l'organisation des vendeurs de force de travail, la face « bourgeoise » du prolétariat. Loin d'être une institution apolitique, c'est l'institution qui incarne historiquement la revendication bourgeoise des travailleurs... quand la lutte gagne en autonomie... elle tend aussi, inévitablement, à construire une organisation autonome et à s'opposer au rôle institutionnel du syndicat ».(3)**

Que tout syndicalisme ne soit pas à l'image du syndicalisme nord-américain ou ouest-allemand, qu'il puisse exister un syndicalisme de lutte de classe, voire un syndicalisme révolutionnaire, voilà une idée pourtant banale, qui n'effleure pas Sofri. Pour **Lotta Continua,** le syndicat n'est pas l'organisation de défense élémentaire des tavailleurs, sa structure élémentaire de front unique. Il est par essence l'organisation par laquelle la bourgeoisie subordonne les prolétaires aux finalités de son système, donc un obstacle à détruire sur la voie de l'émancipation des travailleurs. L'ensemble de ces conceptions nourrit évidemment une ligne de contournement du mouvement ouvrier réformiste : quand progresse « l'autonomie ouvrière », « l'emprise » du réformisme reflue et réciproquement. L'ampleur de la crise nourrit simultanément la montée de l'autonomie ouvrière et la crise de l'emprise réformiste. A travers un processus en dents de scie, la tendance à l'autonomie s'affirme et prèvaut. A la longue, elle l'emportera sur la tendance à l'intégration, incarnée par les partis et les syndicats traditionnels. Un nouveau mouvement ouvrier, pleinement communiste se substitura alors à l'ancien.

Le rôle du Parti révolutionnaire est de se mettre au service de « l'autonomie ouvrière » dont il ne constitue lui-même que la pointe avancée. C'est en stimulant la montée de l'autonomie ouvrière de l'intérieur, en la consolidant, etc... que le parti révolutionnaire se construit. Le mouvement spontané de la classe, la montée de « l'autonomie ouvrière » produit à la longue la désagrégation des appareils réformistes et la cristallisation de l'organisation révolutionnaire, sous la forme de la « coordination » des avant-gardes de masse, l'extension et la coordination des organismes unitaires de base et la coordination des avant-gardes révolutionnaires qui les guident.

Nous sommes tous des délégués

La pratique politique correspondant à ces conceptions est un cours ultra-gauchiste entrecoupé de grands coups de barre à droite périodiques, lorsque le cours ultragauche a fait trop de dégats. Dans le rapport au 1er

congrès de Lotta Continua déjà cité (juillet 70), **Sofri** proclame : « **De l'automne chaud à l'automne rouge, tel est le mot d'ordre qui court dans les grandes usines italiennes** ». Et puisqu'un tel mot d'ordre court dans les masses, il en déduit que Lotta Continua doit lancer le mot d'ordre « d'une journée nationale de lutte », c'est à dire d'une grève générale politique.

« **Préparer une telle journée nationale de lutte, une grève générale, soustraite au contrôle des organisations traditionnelles, organisée avec Lotta Continua par les avant-gardes autonomes : ce n'est plus même une vue de l'esprit, ni un rêve, mais ce que les ouvriers, les prolétaires veulent** » écrit l'éditorial de **Lotta Continua** du 17 septembre 70 . « La giornata nazionale di lotta » fut constamment reportée, puis annulée.

Au nom de l'autonomie ouvrière encore, **Lotta Continua** oppose à l'organisation du mouvement des délégués d'usines le mot d'ordre « nous sommes tous des délégués » ! On sait que dans la foulée du Mai rampant italien la structuration syndicale a volé en éclat dans les grandes usines, notamment dans la métallurgie. Une forme d'organisation nouvelle s'est substituée à elle sous la poussée de la base, le Conseil d'usine, regroupant les « délégués de groupes de travailleurs homogénes » (atelier, chaîne, bureau) élus par tous les travailleurs, sur bulletin blanc (c'est à dire sans présentation syndicale), à vote secret, pour une durée limitée et toujours révocable.

Pour reprendre le contrôle du mouvement, la bureaucratie syndicale n'a pas hésité à liquider les structures de base dans les entreprises et les localités, et à reconnaitre dans les Conseils d'usine et de zone, les nouvelles sructures de base unifiées des syndicats. Le but de l'opération est bien évidemment de rétablir le contrôle des appareils réformistes sur un mouvement de base qui leur avait échappé. Mais d'une part elle répond au besoin de centralisation nationale et de permanences du mouvement ouvrier que ressentaient les militants des Conseils, tout en s'inclinant devant leurs aspirations à l'unité et leur exigence de démocratie ouvrière. D'autre part, et pour ces raisons, elle instaure une structure du mouvement syndical infiniment plus favorable à l'expression des aspirations de la base, in finiment moins propices aux manœuvres des bureaucrates. En luttant pour la consolidation et l'élargissement de ces conquêtes, l'extrême-gauche révolutionnaire aurait pu, non seulement entraver sérieusement l'opération de reprise en mains de l'appareil syndical, mais encore, elle aurait pu contribuer à dégager une importante tendance de gauche au sein du mouvement syndical. L'opposition frontale au mouvement des délégués, par « syndicalophobie », d'organisations comme **Lotta Continua** et dans une certaine mesure aussi d'**Avanguardia Opéraïa**, pour ne citer que les plus importantes fit beaucoup au contraire pour désorienter et démobiliser les délégués d'avant garde, et faciliter ainsi la normalisation bureaucratque. Cette ligne suicidaire fut maintenu jusqu'en 1973 !

A la Fiat elle s'est soldée par la scission, à l'initiative de **Lotta Continua** du conseil des délégués de la Miriafori et la création d'une structure concurrente : *l'Assemblée ouvrière unitaire*, qui dégénéra vite en champ clos des affrontements groupusculaires.

« Prendiamo la Citta ! »

Au deuxième congrès de **Lotta Continua** (juillet 71), cette orientation est systématisée sur le modèle de la stratégie maoiste de la guerre du Peuple : la révolution italienne est un processus prolongé décrivant trois phases. La première, celle de l'accession à l'autonomie ouvrière est achevée. A partir de ses acquis, il s'agit désormais d'amorcer la seconde, celle de la construction des bases rouges (d'où le mot d'ordre « prendiamo la Citta ! » : Prenons la ville).

« **La construction de *bases rouges*, c'est à dire d'un hinterland politique et organisationnel à partir duquel se développe la lutte armée, est indispensable, pour qui considére la révolution comme guerre du peuple** écrit le document préparatoire au 2e Congrès **comme processus de longue durée et non, comme un soulévement insurrectionnel qui attendrait la « crise » du pouvoir bourgeois au lieu de la provoquer. Construire une base rouge dans la société capitaliste ne veut pas dire éliminer toute interférence du pouvoir bourgeois sur celle-ci, mais réduire toujours plus ce pouvoir jusqu'à contraindre les patrons à ne plus pouvoir l'exercer que sous la forme brutale et découverte de l'occupation militaire, parce que toute autre forme de contrôle politique, idéologique et même économique se heurte à la force organisée de tous les prolétaires. Cette base rouge, cette arrière de la lutte armée, ne peuvent pas être l'autonomie ouvrière dans les formes où elle s'est développée aujourd'hui. Ce n'est pas suffisant pour que les prolétaires éprouvent le besoin de prendre les armes pour la défendre.** » (4)

La troisième phase sera celle de l'offensive généralisée des masses... Dans cette perspective **Lotta Continua** préconise le développement d'actions violentes exemplaires d'avant-garde. Elle approuve le meurtre du policier **Calabresi** (« dans l'exécution de **Calabresi** les exploités reconnaissent leur idéal de justice »), de même que l'enlévement de **Macchiarini** cadre à la SIT-Siémens.

Lotta Continua du 3 juin 72 va jusqu'à écrire :
« l'épuration a également été la solution d'un mouvement révolutionnaire qui n'est pas à même de proposer immédiatement la prise de pouvoir, c'est à dire la destruction de la machine étatique et internationale de la bourgeoisie, mais qui exerce sa force sur cette machine quotidiennement, non pour obtenir une vengeance désespérée ou exercer une justice solitaire et perdante, mais pour en affaiblir les engrenages, depuis les plus petits (mais les plus proches et les plus dangereux) jusqu'au moteur... »

(1) au sens de vaisseaux capillaires irriguant le corps social...
(2) La situation politique et nos tâches.
(3) Autonomie ouvrière, Conseils de délégués et syndicats en 69-71 **Temps modernes** n° 335, juin 1974 p. 2196
(4) «Prendiano la Citta ». Document présenté au 2e Congrès national de LC en juillet 71

Coups de barre à droite

Ce cours général ultra-gauchiste, anarcho-maoïste, comporte comme toujours ses embardées droitières : le même texte (préparatoire au 3e Congrès- Avril 1972) qui préconise la réalisation d'une série d'actions exemplaires démontrant aux masses « attentistes » l'affaiblissement de l'adversaire, par l'usage de la « violence révolutionnaire », le même texte propose (en 1972 !) comme axe de mobilisation de la classe ouvrière, non le contrôle ouvrier, mais une plate-forme d'objectifs élémentaires à cent coudées au dessous du niveau des travailleurs italiens :

«Seule la ligne du droit à la vie, de la lutte contre la crise au nom du droit de vivre, du salaire pour les chômeurs, de la réduction du travail, de la lutte contre la vie chère... peut unir le prolétariat du Sud à la classe ouvrière des zones industrielles... »

De même la dénonciation de la « fascisation » par le haut, la campagne contre la « fanfascisme » débouche sur un appui à une coalition parlementaire bourgeoise contre une autre (**Mora-De Martino** contre **Fanfani**), avec une tendance à former des « fronts » contre l'élection de Fanfani, fronts qui dans quelques cas se sont étendus jusqu'aux jeunes du Parti Républicain Indépendant... Plus récemment, aux élections régionales de juin 1975 **Lotta Continua** avançait le mot d'ordre de « PCI au gouvernement » lequel, contrairement à ce qu'on croit en France ne signifie nullement « gouvernement PCI », mais au contraire entrée du PCI dans

De même la dénonciation de la « fascisation » par le haut, la campagne contre la « fanfascisme » débouche sur un appui à une coalition parlementaire bourgeoise contre une autre (**Mora-De Martino** contre **Fanfani**), avec une tendance à former des « fronts » contre l'élection de Fanfani, fronts qui dans quelques cas se sont étendus jusqu'aux jeunes du Parti Républicain Indépendant... Plus récemment, aux élections régionales de juin 1975 **Lotta Continua** avançait le mot d'ordre de « PCI au gouvernement » lequel, contrairement à ce qu'on croit en France ne signifie nullement « gouvernement PCI », mais au contraire entrée du PCI dans un gouvernement de coalition avec la DC, réalisation du compromis historique, afin de démasquer la direction Berlinguer, et dans la foulée scinder la Démocratie-chrétienne...

Auto-critiques partielles

L'ultra-gauchisme de **Lotta Continua** reflète et exprime l'extrêmisme de sa base sociale, la révolte anticapitaliste des secteurs de la jeunesse ouvrière et étudiante. Le sens de l'initiative et le flair de la direction ont permis la réalisation « d'opérations » et de campagnes politiques de haut rendement. Mais la ligne de **Lotta Continua** a mené l'organisation d'impasse en impasse. La vitalité de **Lotta Continua**, son insertion dans le mouvement de masse interdisent qu'on la conçoive comme une force figée, une secte crispée sur ses particularismes. Depuis 1973, au contraire, sous l'aiguillon de la pratique s'amorce une tendance « à plus de respect de la réalité »... une évolution largement positive.

Au plan organisationnel, par exemple, le spontanéisme débridé des premiers temps laisse la place à un système s'inspirant, selon **Bobbio** du « centralisme démocratique ». Un effort est fait pour substituer un fonctionnement en Assemblée Générale, une structuration de « noyaux politiques », pour généraliser l'élection des dirigeants aux postes de rseponsabilités, pour stimuler le débat politique au sein de l'organisation, avec plien droit pour les minorités de défendre leur point de vue (encore que ce droit soit *reconnu*, mais non réglementé, donc laissé à l'appréciation de a dircetion...ketc...

Au plan politique, les aspects les plus outranciers du cours ultra-gauchiste ont fait l'objet d'autocritiques circonstanciées. L'analyse de la société italienne s'est affinée...

Mais rectifications et autocritqiues n'ont pas jusqu'à présent remis en cause le fond de la problématique de **Lotta Continua**, sa matrice ultra-gauchiste : le catatrosphisme, la mythification de la classe ouvrière, l'incompréhension de la nature du réformisme, avec leurs conséquences, la ligne de contournement du mouvement ouvrier, de division de la classe ouvrière, d'isolement de l'avant-garde, tout cela demeure même si c'est sous une forme moins caricaturale qu'entre 69 et 73.

1975-76 : Retour de flamme gauchiste

Que dit par exemple le **Rapport au Comité National sur les propositions électorales** publié par **Lotta Continua**-quotidien le 3 février 76 ? Après avoir justement pronostiqué la probabilité d'élections anticipées, le rapporteur explique pourquoi cette fois-ci, contrairement au 15 juin 1975 il ne faut pas appeler à voter PCI mais présenter ses propres candidats : la raison réside évidemment dans les progrès spectaculaires de « l'autonomie ouvrière » produit par l'aggravation exceptionnelles de la crise. « Les situations dans lesquelles les prolétaires ont cherché dans la lutte autonome et même souvent dans des formes autonomes d'organisation la voie pour se défendre et défaire l'attaque patronale se sont multipliées. Dans ces situations, avec plus ou moins d'âpreté, se sont développées les divergences et les affrontements avec la direction du PCI. **La perte du contrôle du PCI sur le mouvement et les progrès de la ligne révolutionnaire ont suivi le développement de la crise de ses phases successives** ». Et le rapporteur d'énumérer : les chômeurs, les petites entreprises et désormais les grosses boites : « **les secteurs qui traditionnellement constituaient les bastions d'une direction modérée et révisionniste rompent avec elle dans des formes de lutte et commencent à s'orienter selon une autre perspective idéologique**. Ce processus d'émancipation et de conquête d'une perspective autonome est assez rapide, même s'il est très complexe et très divers... Tout lieu en lequel se libère l'initiative des masses voit, en des termes bien plus immédiats et généraux que par le passé, se développer l'éloignement et la rupture avec la direction révisionniste, se multiplier un tissu d'avant-gardes de masse qui affirme à travers la lutte contre une application particulière de la ligne révisionniste, la volonté d'une alternative générale à cette ligne »

Et de citer la Toscane, l'Emilie (5) , comme exemples de « l'ampleur du divorce entre les masses et le contrôle révisionniste » !
Cette maturation politique des masses engendre l'élaboration d'un « programme général de phase ». L'élaboration de ce programme, assure le rapporteur, n'est ni le produit spontané des masses, ni l'œuvre d'une direction bureaucratique, **« mais le fait de la transcroissance des avant-gardes de lutte en avant-gardes communistes »**. Simultanément les rapports entre les secteurs d'avant-garde et le gros de la classe ouvrière évoluent favorablement : **« les propositions des révolutionnaires se rapprochent de l'expérience matérielle de la classe dans son ensemble »**.
« Aussi, conclut le rapport, la situation peut être appréhendée de deux points de vue. Elle peut être définie comme une situation dans laquelle la défaite de la Démocratie-chrétienne n'est pas **encore** accomplie ; ou comme une situation dans laquelle se construit **déjà** l'opposition de classe à un gouvernement de gauche dominé par le PCI. Choisir le premier point de vue revient à choisir l'immobilisme, se mettre à la remorque des événements et non à leur tête... »
Aussi de février à juin 1976 considérant que la DC était encore formellement au gouvernementn mais se comportait comme si elle se trouvait déjà dans l'opposition, et la PCI était encore dans l'opposition mais se comportait comme s'il se trouvait déjà au gouvernement, Lotta Continua se comporte, elle, comme l'opposition révolutionnaire à un éventuel gouvernement de la gauche ! C'est pourquoi contrairement au 15 juin 75, elle décide de présenter des candidats aux élections de juin 1976 , proposant aux autres organisations d'extrême-gauche un cartel électoral sans plate-forme commune (les divergences étant trop importantes) chaque organisation faisant sa campagne sur sa propre ligne.

Après l'échec du 20 juin 1976 : un débat sans précédent

Les résultats des élections de juin 1976 ont frappé de stupeur les militants de **Lotta Continua**, plus peut-être que ceux des autres composantes de l'extrême-gauche. Le virage ultra-gauchiste, pris par l'organisation, après le 15 juin 1975 , l'a conduite progressivement à l'isolement et nourrit un profond malaise. Sur la base des analyses évoquées ci dessus, **Lotta Continua** s'attendait à une forte poussée à gauche (PCI,PSI et DP dépassant les 51 %) et à un bon score de DP (nettement supérieur au 2 % de 75). **Adriano Sofri**, dans son rapport introductif au Comité National consécutif aux élections, qualifie lui-même comme « sans précédent dans notre histoire l'erreur de prévision commise par **Lotta Continua** »... L'autonomie prolétarienne, analysée depuis le 15 juin 1975 ne s'est pas traduite au plan électoral, constate **Sofri**, et cette erreur politique révèle une carence dans l'analyse ».

(5) c'est à dire de l'ensemble des régions rouges, où le PCI a franchi la majorité absolue des suffrages, le 20 juin 1976, tandis que **Democratia Prolétaria** s'effondrait.

Au Comité National de bilan (27-28 juin 76) de nombreux intervenants ont remis en cause les fondements mêmes de la politique de **Lotta Continua** depuis plusieurs années. Ils ont dénoncé la surévaluation de la crise de la DC et de son règime. Ils ont souligné que la ligne d'opposition anticipée a un éventuel gouvernement des gauches a largement contribuer à couper l'organisation des masses. Ils ont dénoncé la surestimation du divorce entre les secteurs avancés de la classe ouvrière et le PCI, surestimation qui a poussé **Lotta Continua** a une pratique de rupture minoritaire au sein du mouvement ouvrier. La tactique suivie lors des luttes contractuelles, notamment, affirment ces camarades, se crispait ainsi sur des objectifs purement propagandistes (les 35 heures, les 50 000 lires) sans prise réelle sur le mouvement. D'après certains orateurs (6), ces erreurs d'orientations et d'analyses renvoient à deux vices de fond : « l'avant-gardisme » qui consiste à attribuer aux larges masses les positions et les comportements d'avant-gardes restreintes. et « l'économisme », qui consiste à confondre les niveaux de la lutte sur des terrains partiels (niveaux sur lesquels se réalisent des ruptures également partielles avec le révisionnisme) et le niveau de la lutte politique générale pour le pouvoir (niveau sur lequel cette rupture ne s'effectue pas, ou n'interresse que des secteurs limités des masses).

Dans le même sens, d'autres orateurs, ont proposé la « liquidation testamentaire » de l'héritage politique de **Lotta Continua**, en vue d'édifier un parti de type nouveau, à travers le processus d'unité et d'unification en cours au sein de l'extrême-gauche italienne.

Les « dirigeants historiques » pour la conservation

Ces interventions, qui remettent pour la première fois en cause avec cette cohérence et cette ampleur, la matrice ultra-gauchiste de **Lotta Continua** ont été contrées durement par la majorité des orateurs inscrits, et notamment par les membres du secrétariat national.

La réponse finale **Adriano Sofri** résume bien l'argumentation de la direction de **Lotta Continua** : les résultats des élections du 20 juin ne doivent pas engendrer une « révision » de la ligne de l'organisation et de sa conception du Parti. Ils ne doivent même pas remettre en cause l'appréciation après le 15 juin 75 , sur la situation politique italienne et le développement de la conscience anti-révisionniste. L'erreur de **Lotta Continua** n'est pas d'avoir surestimé la crise de la DC, le degrè de rupture entre l'avant-garde ouvrière et le PCI, etc... mais de les avoir sous-estimé. (7) Les résultats des élections confirment l'analyse de l'organisation sur l'évolution politique de l'Italie après le 15 juin 75. **Guido Viale**, en particulier, s'est longuement efforcé de démontrer comment, point par point, cette analyse était juste. L'erreur de prévisions concernant les résultats

(6) voir notamment les interventions de Marco Boato, et Furio di Paola dans LC du 1er juillet

(7) c'est le fond de l'intervention de Guido Viale, autre dirigeant historique.

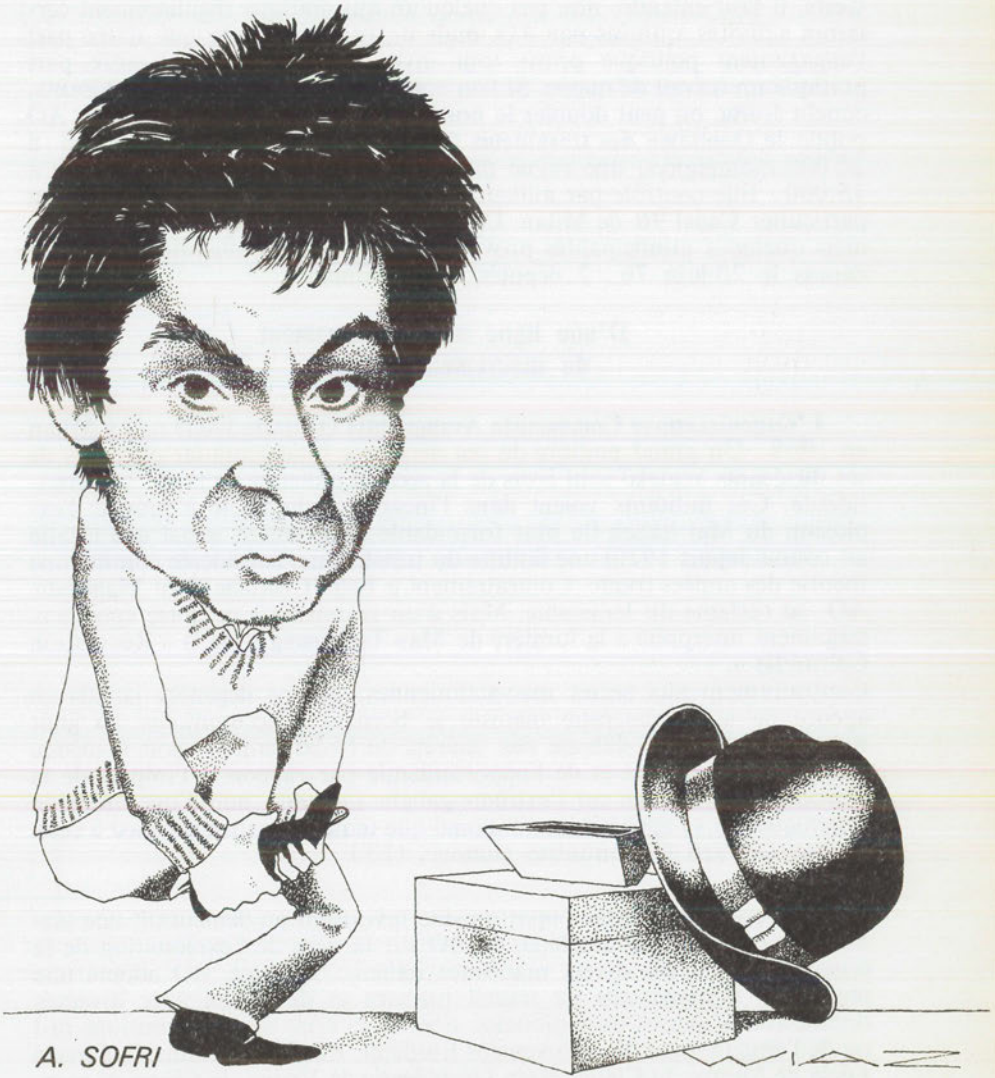
provient de ce qui s'est passé au cours même de la campagne : « la polarisation de la réaction autour de la DC , et la mesquinerie qui a présidé à la constitution des listes de Démocrazia Proletaria, ont creusé à nouveau un fossé entre la demande politiques des masses et la réponse des révolutionnaires, au profit du PCI... **Les prévisions de Lotta Continua étaient fondés au début de la campagne, mais se sont trouvées dépassées dans son développement ». (8)** L'erreur de la direction de **Lotta Continua** est de ne pas s'en être pas aperçu à temps et de n'avoir pas pu, en conséquence, rectifier la position...

Le discours de la direction de **Lotta Continua**, face à « l'examen de conscience » qui agite l'organisation après le traumatisme du 20 juin, est donc essentiellement auto-justificatif et conservateur :

« **Aux nombreux camarades**, martèle Adriano Sofri **qui disent aujourd'hui que nous sommes trop restés le « parti des luttes », je suis tenté de répondre que peut être nous le sommes devenus trop peu. Aux nombreux camarades qui disent que nous sommes restés trop liés aux situations d'avant -garde, je suis tenté de répondre que peut-être nous nous en sommes trop éloignés. Aux nombreux camarades qui disent que nous ne nous sommes pas efforcé de conquérir la majorité, je suis tenté de répondre que peut-être il serait nécessaire de conquérir ou de reconquérir la minorité ». (9)**

Le débat fait rage au sein de **Lotta Continua**. Il ne peut que se développer jusqu'au congrès prévu à l'automne. Il portera sur le fond de la problématique traditionnelle de **Lotta Continua**. Dans le cadre du processus de recomposition qui affecte toute l'extrême-gauche italienne, il annonce peut-être d'importantes mutations.

(8) intervention publiée dans **Lotta Continua** du 1er juillet 1976.
(9) discours publié dans **Lotta Continua** du 6 juillet 1976.


A. SOFRI

2/ «Avanguardia Opéria » : une certaine « lecture » du léninisme...

En février 1976 d'après **Massimo Gorla**, futur député de Milan, **Avangardia Opéraïa** compte 8 à 10 000 militants. Par militants, précise **Gorla**, il faut entendre non pas quelqu'un qui pratique régulièrement certaines activités animées par AO, mais un camarade pour qui, d'une part l'engagement politique prime tout investissement et qui d'autre part pratique un travail de masse. Si l'on considère la sphère de sympathisants, conclu **Gorla**, on peut doubler le nombre des militants au sens strict. AO publie **le Quotidien des travailleurs** diffusé, toujours selon sa direction à 25 000 exemplaires, une revue théorique **Politica Communista** diffusée à 15 000 . Elle contrôle par aillleurs plusieurs radios d'extrême-gauche, en particulier **Canal 96** de Milan. Depuis le 15 juin 75, elle compte des élus dans quelques municipalités provinces et régions (Lombardie Latium) et depuis le 20 juin 76 , 2 députés au Parlement.

D'une ligne de contournement du mouvement ouvrier...

L'Organizzazione Communista Avanguardia Opéraria (AO) nait à Milan en 1968 . Un grand nombre de ses membres fondateurs (et plusieurs de ses dirigeants actuels) sont issus de la section italienne de la IVe Internationale. Ces militants voient dans l'incapacité du GCR à prévoir l'explosion du Mai italien (le plus formidable mouvement social que l'Italie ait connu depuis 1920) une faillitte du trotskysme, considérée comme une théorie des années trente. Contrairement à **Lotta Continua** et au **Manifesto**, **AO** se réclame du léninisme. Mais d'un léninisme « de notre époque », largement interprété à la lumière de **Mao Tsé Toung** et de la « Révolution Culturelle ».
Contrairement aux sectes mao-staliniennes, **AO** ne dégénère jamais en agence de la bureaucratie maoiste se bornant à accommoder au goût italien une ligne de défense des intérêts de l'Etat chinois. Son maoisme relève de l'éclectisme et de l'opportunismle par rapport à l'impact de la Révolution Culturelle sur l'extrême-gauche italienne, non d'une insertion organique dans l'appareil international que tente de mettre sur pied à cette époque le Parti Communiste chinois . (10)

(10) cet éclectisme et cet opportunisme favorisent au demeurant une tactique de construction accélérée de **AO** sur la base de l'exploitation de la crise chronique des divers maoismes italiens. Très tôt, **AO** adopte une politique systématique de travail unitaire et de fusion avec diverses organisations locales ou régionales, nées de la crise des organisations m-l ou de l'émiettement du Mouvement Etudiant. Elle absorbe ainsi le **Circolo Lénin** de Mestre, le **Circolo Rosa Luxembourg** de Venise, le **Centro di coordinamento Camparro** et surtout le **Colletivo Lénin** de Turin, en 1973, etc...

A l'origine **AO** partage l'orientation gauchiste qui caractérise l'ensemble de l'extrême-gauche italienne : sa perspective stratégique relève d'une problématique de contournement du mouvement ouvrier réformiste, fondée également sur une surestimation de « l'autonomie ouvrière » et partant de la crise de l'hégémonie réformiste sur les masses. « La montée de la révolution mondiale, et l'exacerbation de la lutte de classes dans notre propre pays, écrit **AO** en 72, rendent toujours plus clair le rôle d'agent de la bourgeoisie joué par le révisionnisme. **Ceci impose pour tâches précises aux militants révolutionnaires, aux avant-gardes ouvrières, de déterminer un processus de croissance de nouveaux instruments de lutte et d'organisation, qui se situe dans la perspective de la refondation du parti du prolétariat et simultanément, qui place la lutte des classes hors du contrôle et de l'influence bourgeoise, et l'oriente dans un sens révolutionnaire.** » (11)

Ces nouveaux instruments de lutte et d'organisation, ce sont les « Comités Unitaires de base », les CUB, structure élémentaire du nouveau mouvement ouvrier, forme organisée de « l'autonomie ouvrière ».

« **Le CUB,** écrit **AO** toujours en 72 **, surgit dans la lutte comme un organisme de masse qui a sa propre autonomie, aussi bien de ligne que d'organisation. Il est constitué de tous les travailleurs qui se reconnaissent en lui, tout d'abord de façon spontanée et ensuite de façon toujours plus consciente, dans une perspective de claire défense des intérêts de classe, dans l'usine et hors de l'usine, sur une base à la fois anticapitaliste et anti-collaborationniste ».**

Il est clair qu'il s'agit, au moins dans les faits, d'une ligne anti-syndicale et substitutiste, évoquant « l'unionisme » des Communistes de Gauche du KPD en 1920 en Allemagne. Elle correspond à la ligne des « Comités syndiqués-non syndiqués » qu'à la même époque **Révolution** propose en France. Contrairement à la ligne de **Lotta Continua**, il ne s'agit pas de substitutisme et de scissionisme vulgaire, **AO** se défend explicitement de vouloir substituer immédiatement les CUB aux conseils de fabrique et au syndicats. Elle ne s'oppose pas frontalement au mouvement des délégués de base. Elle participe aux élections des délégués et ses élus siégent aux Conseils d'Usine. Ces conseils constituant la structure de base des nouveaux syndicats unitaires, les militants d'**AO** se trouvent donc au sein des grandes confédérations. **Mais l'accent principal est mis sur la construction des CUB, la présence au sein des conseils de fabrique et des syndicats étant subordonnés a cet objectif.** Comme il ressort de la définition du CUB citée plus haut, ceux ci ne constituent pas alors dans l'esprit des dirigeants d'**AO** un regroupement politique de l'avant-garde dans l'usine, encore moins l'organisation des sympathisants de **AO** (des « groupes taupes », ce qu'ils sont en réalité le plus souvent), mais bel et bien un « organisme de masse » regroupant hors du syndicat la « gauche ouvrière » et assumant une fonction de « syndicat rouge » . Il s'agit donc bien d'une ligne de scission du mouvement syndical, de contournement du mouvement ouvrier traditionnel, même si **AO** affirme dans les mêmes

(11) AO : «le révisionnisme du PCI, origine et développements » 1972.

textes qu'un des objectifs des CUB est de faire pression sur les syndicats « afin que s'affirme une véritable ligne de masse en opposition avec l'actuel ligne de collaboration ».

... A une démarche de Front Unique

A partir de 73 , sous l'aiguillon des réalités de la lutte des classes en Italie, **AO** infléchi progressivment son cours « à droite ». Avec l'intégration du **Colletivo Lénine** de Turin et de son dirigeant **Vittorio Rieser** s'amorce la rupture avec la ligne de contournement du mouvement ouvrier traditionnel et la prise en compte sérieuse du fait réformiste.

AO définit une démarche de « lutte et d'unité » avec les réformistes, à tous les niveaux sur tous les terrains. « **Si l'on synthétise le bilan des dernières années**, écrit l'éditorial de Politica Communista en mars 76 , **on peut dire que l'impact politique général de la gauche révolutionnaire, s'est révélé principalement à travers sa capacité à mettre en avant ses propres mots d'ordre et expériences de lutte d'une manière telle qu'elle pousse les organisations réformistes du mouvement ouvrier à se les approprier, les transformant ainsi en objectifs et luttes de l'ensemble du mouvement. Si ces objectifs et ces formes de lutte n'étaient pas devenus le patrimoine unitaire de l'ensemble du mouvement, leur impact politique serait resté très limité... Ce qui émerge de l'expérience de ces années et donc dans les faits, c'est un rapport de lutte et d'unité entre révolutionnaires et réformistes au sein du mouement ouvrier** »

AO reproche précisément à **Lotta Continua** de ne considérer que l'aspect lutte et de ne pas se préoccuper de l'unité du mouvement ouvrier, problème pourtant décisif pour les révolutionnaires. Elle reproche au **PDUPC** par contre de réduire le premier aspect du rapport aux réformistes- la lutte- au débat idéologique, de ne pas mener la lutte politique, objectifs contre objectifs, formes de lutte contre formes de lutte sur le terrain.

Les fondements théoriques de l'évolution récente d'**AO** sont exposés dans un rapport de son secrétaire général **Aurelio Campi** devant l'école de cadres du parti et publié dans la revue de l'organisation. (12) **Campi** commence par souligner les limites de l'élaboration stratégique d'**AO** « et les dangers que ces limites font encourir à l'organisation, la nécessité de considérer l'élaboration théorique comme une tâche prioritaire de l'organisation et de l'assumer en tant que telle.

Dans cetravail d'élaboration stratégiques les expériences historiques de référence sont les révolutions russes de 1905 et de 1917 , les crises révolutionnaires européennes de l'après première guerre mondiale, la résitance anti-fasciste en Europe, les révolutions chinoises et vietnamiennes. En particulier « **l'expérience allemande des années vingt constitue une mine et représente l'expérience la plus importante des cinquante dernières années en Europe.**» (13)

(12) «tâches d'élaboration et de formation théorique » **A.Campi** dans **Politica Communista** n°2/3 p.53-70.
(13) idem p.64.

Mais la référence à ces expériences historiques ne suffit pas, leur interprétation n'étant pas univoque. **AO** doit aborder son analyse de ces expériences et son travail d'élaboration en confirmant résolument son option léniniste : « **si notre léninisme,** déclare Campi, **au cours des années passées signifiait surtout « science de l'organisation » et capacité d'appréhender correctement les divers niveaux de prise de conscience politique des masses dans le cours de leurs luttes ; aujourd'hui il doit toujours dire : acquisition des éléments de la statégie bolchévique, en partie immédiatement matérialisé dans notre travail politique, en partie comme « modéle » qui n'entre pas encore dans notre pratique courante** ». (14)

La « défensive stratégique »

La révolution en occident est un processus prolongé, explique **Campi**. Il faut en finir avec la conception simpliste, héritée de 1968 , selon laquelle le prolétariat « est passé à l'offensive », et qu'en conséquence, à la stratégie défensive des réformistes, les révolutionnaires doivent opposer systématiquement une stratégie offensive. Il y a là une confusion, héritée de la tradition bolchévique de la IIIe Internationale entre « offensive tactique » et « offensive stratégique ». La stratégie révolutionnaire doit être au contraire pensée en occident dans la problématique maoiste de la « défensive stratégique » :

Dans la guerre du Peuple, dit **Mao**, les masses disposent **potentiellement** d'une force supérieure à celle des réactionnaires. Mais **initialement**, ces derniers sont beaucoup plus forts : les effectifs de leurs armées, leur puissance de feu, sont sans commune mesure avec ceux des révolutionnaires . Chaque camp à ses points faibles : numériquement et techniquement, l'armée régulière jouit d'une supérioté absolue. Mais sa cohésion interne est faible, et ses relations aux masses vivant sur le terrain des opérations, très mauvaises. Inversement l'armée rouge est relativement peu nombreuse et mal équipée. Mais la détermination de ses combattants est grande et leur rapport aux masses excellent. Au début des combats, l'armée régulière est à l'offensive, l'armée rouge sur la défensive. Concrétement, l'une pourchasse l'autre pour l'exterminer. Mais malgrè le rapport des forces initial défavorable, l'armée rouge peut concrétiser sa supériorité potentielle et vaincre : en exploitant les points faibles de l'adversaire et ses propres points forts, elle peut à la longue renverser le rapport de force : l'ennemi s'efforce de lui imposer une guerre régulière avec ses sièges et ses batailles rangées, afin de profiter de sa supériorité. L'armée rouge refuse ce type de combat, se disperse sur un vaste territoire, où elle livre la guerre de guerilla. Informée par la population sur les mouvements de l'adversaire, soutenue materiellement par elle, plus mobile que les troupes ennemies, l'armée rouge peut, malgrè son infériorité numérique et technique d'ensemble concentrer en un point, des troupes et une puissance de feu supérieure à celle de l'ennemi. Ainsi peut-elle progressivement l'anéantir, en se renforçant elle-même de son

(14) idem P.60

matériel et de ses prisonniers. La « défensive stratégique » est cette stratégie qui vise à refuser l'affrontement sur le terrain et dans les formes choisies par l'adversaire, à lui imposer le terrain et les formes d'affrontements sur lesquelles il est le plus faible, afin de l'user de le diviser et de l'affaiblir, pendant que soi-même on se développe, et se renforce.

Dans les pays capitalistes avancés, dit **Campi**, la classe ouvrière divisée et mystifiée se trouve dans un rapport de forces initialement défavorable face à la bourgeoisie, même si potentiellement sa supériorité est acquise. Il faut donc également jouer de ses points forts et des points faibles de l'ennemi, déterminer ses objectifs et ses formes de lutte en conséquence pour transformer son infériorité stratégique d'ensemble en supériorité tactique ponctuelle, accumuler des victoires partielles, affaiblir et désagréger ainsi le camp ennemi, renforcer le sien propre. Peu à peu se créent ainsi les conditions d'un retournement stratégique du rapport de forces. Si dans le cadre de la stratégie défensive, la classe ouvrière engage des contre-offensives, il s'agit précisément de contre-offensives et non d'offensive généralisée. Celle-ci intervient ultérieurement quand de potentielle qu'elle était, la supériorité des masses est devenue réelle.

Le propre des partis réformistes est d'ériger la défensive stratégique en tactique permanente, ne construisant jamais de contre-offensive de phase et abandonnant constamment l'initiative à l'adversaire. La limite absolue de ces partis c'est qu'ils ne sont pas engagé avec l'Etat bourgeois dans une lutte à mort, qu'ils ne se fixent pas comme but la destruction de cet Etat, et qu'en conséquence toute tactique générale que se donnent ces partis porte le compromis dans ses prémisses mêmes.

Les révolutionnaires, au contraire, pratiquent la défensive stratégique dans le but de rassembler les forces du prolétariat, d'user celles de l'adversaire et de préparer au terme de multiples contre-offensives et retraites tactiques, l'offensive généralisée, qui culmine dans l'insurrection.

La lutte pour l'unité et l'indépendance de la classe

L'acccumulation des forces du prolétariat implique la réalisation de son unité. Historiquement on peut distinguer trois niveaux d'unité réalisée par la classe ouvrière en fonction de son degré d'autonomie atteint par rapport à la société bourgeoise. (15)

En premier lieu, il y a l'unité fondée sur la défense des intérêts économiques des travailleurs, en tant que vendeurs de force de travail. Son cadre organisé est le syndicat. A ce niveau d'unité, la lutte de classes s'exercerce surtout sur les forces productives et impose leur révolutionnarisation à l'intérieur des rapport de production capitalistes. C'est le niveau d'unité atteint par la classe ouvrière britannique au 19e siècle, par la classe ouvrière américaine aujourd'hui.

Un autre niveau d'unité, réalisée par exemple dans l'Allemagne du début du siècle jusqu'aux années 20 est l'unité politique de type réformiste, niveau d'unité qui cherche à dépasser la simple action sur les forces productives et veut agir sur l'Etat. « Le prolétariat alors se constitue en

(15) idem p.60

classe à un niveau supérieur d'unité, se donnant à un parti réformiste qui travaille et parvient à agir sur l'Etat bourgeois, mais ceci sans remettre en cause sa nature et sa structure d'Etat bourgeois. Enfin il existe un 3e niveau d'unité, qui, lui, réalise une authentique indépendance de classe : l'unité dont le but n'est plus seulement d'agir sur l'Etat bourgeois, mais en dernière analyse- de constituer le prolétariat en Etat » (16)

L'accumulation des forces du prolétariat consiste à atteindre des niveaux croissants d'unité et d'indépendance, parmi lesquels se trouvent évidemment le niveau de l'organisation réformiste de la classe ouvrière : pour attteindre le niveau supérieur de l'unité révolutionnaire, il faut se hisser au dessus des autres niveaux d'unité organisée. L'objectif de la destruction de l'Etat bourgeois, justifie la nécessité de l'organisation révolutionnaire.

« Mais ceci posé, il serait erroné de chercher à reconstruire à partir de zéro, la nouvelle unité révolutionnaire du prolétariat. Il est nécessaire au contraire de savoir utiliser la force qu'a construit le niveau d'unité réformiste. Mais comment ? En s'appuyant sur les éléments de convergence, de contacts qui existent entre une tactique réformiste défensive et une tactique révolutionnaire offensive dans le cadre d'une stratégie globale défensive. (17)

En bref les révolutionnaires sont engagés dans une bataille prolongée pour l'autonomie et l'indépendance de la classe. « Cette bataille se subdivise en phases, et ces phases sont scandées par l'accomplissement d'objectifs tactiques généraux. L'objectif tactique général qui correspond à la phase actuelle de cette bataille est l'avénement du gouvernement des gauches ». (18)

Pour un gouvernement PCI-PSI-DP

Ce gouvernement doit être un gouvernement des partis ouvriers, sans partis ni ministres bourgeois. Il doit être un gouvernement de coalition entre le PCI, le PSI et le regroupement des partis révolutionnaires. Il se définit par son « programme d'issue anti-capitaliste de la crise »...

S'il advient, le gouvernement des gauches, explique **Massimo Gorla**, sera sous hégémonie réformiste. Mais dans un rapport de forces avec les révolutionnaires beaucoup plus favorable qu'aujourd'hui. L'avènement d'un gouvernement des gauches, en effet, s'inscrit non seulement contre la volonté de la bourgeoisie italienne et internationale, mais encore contre la volonté du mouvement ouvrier réformiste, PCI en tête. Son instauration présuppose donc une évolution qualitative des rapports de forces entre les classes et dans chaque camp, au profit du prolétariat et de l'avant-garde ouvrière. Si cette évolution n'intervient pas, si les rapports de force entre bourgeoisie et prolétariat d'une part, entre réformistes et révolutionnaires d'autre part ne sont pas bouleversés, il n'y aura pas de gouvernement des gauches, mais avatar plus ou moins édulcoré du « compromis historique » (gouvernement de front populaire ou de front national).

(16) idem p.57
(17) idem p.63
(18) idem p.59

C'est sur la base de cette hypothèse de bon sens que les révolutionnaires non seulement doivent s'engager à soutenir un gouvernement des gauches, tant qu'il assume une politique de défense des travailleurs, mais encore, doivent exiger d'y participer, sur la base de leur programme d'action, afin de peser simultanément par le haut et par le bas sur sa politique.

Le couple opportunisme-ultimatisme

Bien sûr, on ne saurait être d'accord avec le mot d'ordre gouvernemental avancé par A.O. Ce mot d'ordre en effet est ou opportuniste ou ultimatiste. Il est opportuniste dans la mesure où il conçoit la participation des révolutionnaires à un gouvernement sous notre hégémonie réformiste. Il est juste dans le cadre de la lutte pour l'unité et l'indépendance de la classe ouvrière, d'exiger des organisations réformistes qu'elles renoncent à la politique de main tendue aux partis bourgeois (le « compromis historique »), et qu'elles luttent pour la constitution d'un gouvernement ouvrier (PCI-PSI) sur un programme de défense des travailleurs. Il est juste de soutenir un tel gouvernement chaque fois qu'il prend une mesure de défense effective de la classe ouvrière, et plus généralement, tant qu'il ne se transforme pas en instrument de la répression du mouvement de masse. Mais il n'est pas juste de participer à un tel gouvernement réformiste, d'assumer la responsabilité de sa politique devant les masses, de renoncer à son autonomie stratégique. Il est clair que telles auraient été pourtant la signification et les conséquences d'une participation des révolutionnaires à un « gouvernement des gauches », dans le contexte de l'après 20 juin 1976, même si la poussée des masses avait été beaucoup plus forte que ce qu'elle fut. On ne voit pas les révolutionnaires siéger dans un gouvernement réformiste, et combattre fermement sa politique parmi les masses. Pas plus qu'on ne voit les bolcheviks siéger dans le gouvernement Kérensky et gagner la majorité au sein des soviets.

Mais il n'est pas question que les révolutionnaires jouent les otages et les cautions dans un gouvernement réformiste, répondent les camarades d'AO. Ce qui définit le « gouvernement des gauches », c'est sa fonction de rupture avec l'ordre bourgeois, concrétisée par son « programme d'issue socialiste à la crise ». Ce n'est que s'il se constitue sur un tel programme, formulé par l'extrême-gauche révolutionnaire pendant la campagne électorale (19), que les députés de « Democrazia Proletaria » accepteront de siéger en son sein. Le mot d'ordre de gouvernement PCI-PSI-DP relève de la tactique de « lutte d'unité » avec les réformistes définie plus haut. Devant les masses; nous disons aux réformistes : « appliquez un réel programme d'issue anti-capitaliste à la crise, et nous acceptons, non seulement de vous soutenir, mais encore de partager les responsabilités gouvernementales avec vous. » Evidemment, si les réformistes refusent ce programme, nous ne participons pas, mais alors, c'est eux qui portent la responsabilité de la division...

(19) Programme signé par le PDUP-C-AO-MLS-LDC et approuvé par Lotta Continua, publié dans Imprécor n°54.

Cette position est ultimatiste parce qu'elle subordonne le mot d'ordre de gouvernement ouvrier au ralliement des réformistes au programme révolutionnaire, ce qui dans le meilleur des cas, relève d'une pratique stérile de la dénonciation, au demeurant parfaitement incompréhensible par les masses.

A notre avis, la seule position conforme à la « stratégie léniniste » dont AO se réclame est d'exiger des directions réformistes qu'elles renoncent à leur projet de coalition avec la Démocratie-Chrétienne sur un programme de « compromis historique », qu'elles exercent le gouvernement sur leur propre programme réformiste, les révolutionnaires les soutenant dans chaque mesure conforme aux intérêts immédiats des travailleurs, mais défendant au sein du mouvement des masses leur propre programme de transition.

Si donc, « Avanguardia Operaia » a redressé son cours gauchiste des débuts au profit d'une démarche de front unique ouvrier, il semble qu'elle pratique cette démarche sur un mode quelque peu ultimatiste-opportuniste (20).

Cette réalité de l'évolution politique d'AO apparaît notamment dans l'intervention au sein du mouvement ouvrier. La perspective de construction des CUB n'est pas abandonnée. Mais ceux-ci sont désormais clairement définis comme des regroupements politiques de l'avant-garde au même titre que les comités d'usine de « Democrazia Proletaria », « et d'autres formes d'organisation analogues ». Ils ne sont plus conçus comme l'embryon d'un nouveau mouvement ouvrier de masse, l'instrument du contournement des vieilles organisations. Au contraire, leur activité et leur construction sont subordonnées à l'axe désormais déterminant de l'intervention d'AO dans la classe ouvrière : la construction d'une gauche syndicale affirmant une ligne de classe dans les confédérations. Les bases d'édification de cette tendance de gauche sont définies dans le texte publié plus bas. Elle comporte à côté d'un ensemble de revendications et de formes de luttes radicales, une référence à la perspective du gouvernement des gauches. Au lendemain des élections, un vif débat s'est engagé au sein d'AO, les divergences portant en particulier sur la tactique d'unification avec le PDUPC. Ce débat doit être tranché au prochain congrès prévu pour novembre.

(20) Il n'y a là aucune contradiction, on peut très bien être ultimatiste et opportuniste comme le montre bien depuis de longues années, sur un tout autre registre, l'AJS-OCI. L'ultimatisme verbal couvrant un opportunisme de fond.

3/ Le PDUPC-MANIFESTO : L'ATTRACTION DU PCI

Le **PDUPC** (Parti d'Unité Prolétarienne pour le Communisme) évoque à bien des égards le PSU français... Un PSU qui publierait depuis 5 ans un quotidien diffusé à 30 000 exemplaires (20-25 000 en kiosques, 8000 par abonnements)...

Le **PDUPC** a une origine différente de celles de **LC** ou **AO.** Il est moins que ces deux organisations le produit direct de la révolte anti-capitaliste de la jeunesse étudiante et ouvrière de la fin des années 60. Il provient d'avantage de l'effritement des organisations historiques de la classe ouvrière italienne, sous l'effet de la radicalisation d'une partie de leur base.

Le **PDUPC** regroupe en effet trois composantes fondamentales :

- Une composante issue du PCI, derrière **Aldo Natoli, Luigi Pintor, Rosana Rossanda**, ex-membres du Comité Central, exclus avec leur courant en 1969. Cette composante a publié la revue *Il Manifesto*, devenu journal quotidien en avril 1971. **Lucio Magri**, secrétaire général, député de Rome, **Giuciana Castellina**, député de Côme en font partie.

- Une composante issue de la gauche socialiste, regroupant les militants du PSUIP (Parti Socialiste d'Unité Prolétarienne, scission de gauche du PSI), qui refusèrent, avec **Vittorio Foa** d'intégrer le PCI lors de la dissolution de leur parti en 1973. Parmi eux, plusieurs centaines de militants syndicalistes, dont de nombreux dirigeants de haut niveau, notamment de la FIOM (syndicat unifié des métallos).

- Une composante issue de la radicalisation d'organisations catholiques, tels le « Movimento popular dei laboratori » (mouvement populaire des travailleurs) ; les ACLI (action ouvrière catholique italienne) ; la CISL (Confédération des syndicats catholiques italiens) etc...

D'après sa direction, le **PDUPC** compte entre 16 000 et 18 000 adhérents, dont plusieurs milliers de délégués de base et plusieurs centaines de responsables syndicalistes. Parmi eux, **Elio Giovanni**, secrétaire de la CGIL (la CGT italienne) ; **Antiono Lietteri**, secrétaire de la FLM (Fédération Unitaire des métaux) ; **Gastone Sclavi**, secrétaire de la Fédération Chimie, etc...

Les dirigeants d'**AO** et de **LC** brocardent volontiers le type de militantisme des adhérents du PDUPC, mais reconnaissent leur implantation ouvrière et syndicale.

Le congrès d'unification du **PDUPC,** tenu fin janvier 1976 a mis en évidence l'hétérogénéité profonde de ca parti. Dans le vote des résolutions, le congrès s'est en effet scindé en deux blocs sensiblement égaux (48 % pour la « majorité » - motion Magri-Rossanda - 46 % pour la minorité - motion Miniati-Foa) arbitré par un petit groupe de mécontents (6 % motion Pintor). Les principaux centres industriels (Milan, Turin) ont voté en bloc pour la minorité. Le rapport de force est tel, que pour minoritaire qu'elle soit, la minorité est parvenue tout de même à imposer sa volonté sur la tactique électorale, par le chantage à la scission, malgré un vote formel du congrès, confirmé par un vote du comité central.

noi proponiamo un governo di collaborazione democratica
cosa propone la Dc?
vota PCI
noi proponiamo un governo di collaborazione democratica
cosa propone la Dc?
PCI
2 giugno 1976
Almirante a Torino non deve parlare
DEMOCRAZIA PROLETARIA
3,1%

Une dissidence « centriste de gauche »

Le groupe du **Manifesto**, qui anime la tendance majoritaire du PDUPC, a rompu sur la « gauche » avec le PCI. Mais rompant avec le PCI, il ne rompait pas radicalement avec le stalinisme. L'analyse du stalinisme que proposent les *200 thèses pour le communisme* publiées par le **Manifesto** en septembre 70 partage intégralement le point de vue maoïste sur la question de Staline : jusqu'à Kroutchev en gros l'URSS était rouge. De grosses erreurs ont été commises, mais qui n'en commet pas ? Un internationalisme révolutionnaire pas toujours très habile régissant toutefois la politique de l'Etat soviétique (21). La bévue la plus grave, par ses conséquences, fut la « théorie des deux phases » dans la construction du socialisme : d'après cette théorie, dans la « première phase » il convenait d'assurer les « bases matérielles » du socialisme (croissance des forces productives), dans une « seconde phase » on pourrait s'attaquer au bouleversement des rapports sociaux... Laissant en place les éléments décisifs de la structure idéologique et sociale du capitalisme, cette conception imposait un recours systématique à la Terreur révolutionnaire : **cette application prolongée de la Terreur révolutionnaire**, explique sans rire la thèse 29, **finit par détruire la participation des masses, le caractère prolétarien du parti, la capacité d'autotransformation des hommes dans la lutte sociale, qui sont les fondements mêmes de la révolution communiste** ». (22)

Aussi le terrain était-il prêt pour le tournant kroutchévien, « résultante de poussées actives mais pas encore dominantes dans la société soviétique, et comme ligne tendant à aboutir à la restauration du capitalisme »

De la « théorie de l'édification » du socialisme dans un seul pays, de la stratégie contre-révolutionnaire qu'elle recouvre, les dissidents du **Manifesto** ne disent rien. Pas plus qu'ils ne décèlent une contre révolution bureaucratique au début de l'ère stalinienne, à la fin des années 20. Les procès de Moscou, le Goulag, c'est la « terreur révolutionnaire » ! Leur critique du stalinisme ne rompt pas avec la vision stalinienne de l'histoire de l'URSS et du mouvement communiste international. Elle s'accompagne d'une profession de foi maoïste, qui avec le recul, ne manque pas de

(21) Il **Manifesto**. Ed du Seuil. p.352/53 : « *les limites historiques de la révolution russe et des forces sociales qui en furent les protagonistes, l'effort démesuré qu'elle dut soutenir longtemps sans aucun appui et les déformations subjectives qui en ont dérivé, ont empêché l'extension de la révolution que la stratégie stalinienne prévoyait* (sic !) *Après la guerre mondiale, le prolétariat européen ne parvint pas non plus* (re-sic !) *à transformer la victoire sur le fascisme en victoire sur le capitalisme... ou s'efforça de favoriser de nouvelles poussées de ruptures à la périphérie du système, sans toutefois pouvoir, ni savoir, proposer de stratégie pour une nouvelle phase d'initiative révolutionnaire* ».

(22) idem p.353

saveur : « La révolution chinoise affirme la thèse 46, représente la seule alternative à la crise de la stratégie soviétique et du mouvement communiste, le point de référence organique des forces révolutionnaires mondiales » et la thèse 49 d'ajouter : « par ses caractères, la révolution chinoise, le maoisme, stimulent un internationalisme de type nouveau ». (23)

Depuis lors, l'enthousiasme du PDUPC, comme d'ailleurs d'AO et de Lotta Continua pour la stratégie internationale du PCC et pour le maoisme en général s'est quelque peu tempéré. Sa majorité - dont la composante du Manifesto constitue le noyau dur - subit fortement l'attraction du PCI. Cette attraction apparait clairement dans le projet de Thèses soumis au congrès d'unification.

Un stratégie néo-gradualiste

Quoique ses rédacteurs, s'en défendent explicitement (thèse 24), la statégie avancée par le PDUPC n'échappe pas à l'accusation de « gradualisme ».

D'une certaine lecture de Gramsci- largement partagée d'ailleurs par le PCI- la direction du PDUPC déduit que dans les pays capitalistes avancés, contrairement aux pays sous-développés, la conquête du pouvoir implique en préalable, que la classe ouvrière ait construit son hégémonie idéologique et politique sur la société. Dans ces pays en effet, le pouvoir de la classe dominante ne fonctionne pas principalement à la coercition mais au consensus. Il s'enracine dans un dense réseau d'appareils et d'institutions étatiques, para-étatiques ou privées, dont la fonction est de produire le consentement des citoyens au fonctionnement du système, leur adhésion à ses fins et à ses valeurs. La conquête révolutionnaire du pouvoir n'est possible que si ce dispositif de domination idéologique-politique est démantelé. L'unification et l'autonomisation politiques de la classe ouvrière- condition de son avènement comme classe dominante- impliquent que le mouvement ouvrier conquiert « les mille casemates et bunkers du pouvoir bourgeois » et les retourne contre la société capitaliste.

« La conquête du pouvoir en occident aujourd'hui, écrit la thèse 24, se présente comme un processus prolongé dans lequel le moment de la rupture est préparé dans toutes les articulations de la société, advient comme une conclusion d'un dualisme diffus du pouvoir, couronne une hégémonie déjà sérieusement construite et n'est pas réductible à la modification du contrôle du pouvoir au sommet ». (24)

Le projet de thèses s'attache longuement à définir les axes de progression de cette « dualité de pouvoir » diffuse et prolongée. La révolution socialiste apparait comme une guerre de tranchée au cours de laquelle la classe ouvrière « force » les unes après les autres les « places fortes » du pouvoir bourgeois, s'en empare entièrement ou en partie, les paralyse et les retourne contre l'adversaire, tandis que simultanément elle consolide et développe ses propres positions.

(23) idem p.359/3161
(24) Unità Proletaria n°3/4. nov 1975 p.11

Dans ce processus, l'avénement d'un gouvernement des gauches ouvre une phase cruciale : « **parce que seul le contrôle du gouvernement peut permettre d'arracher les mesures législatives et de politique économique grâce auxquelles le contre-pouvoir perd son caractère marginal et confus, acquiert une dimension consistante** ». (25)

Ce contrôle permet de désarticuler d'avantage le pouvoir réel, de dégager la voie à une diffusion sans précédent du pouvoir alternatif.

« **Est-ce tomber dans le gradualisme ?**, s'interroge le projet de thèse **au contraire, la transition à la transition, ouverte par l'avénement du gouvernemnet des gauches doit déboucher sur un saut décisif dans la forme du pouvoir d'Etat, qui se présentera non pas comme une direction alternative, à l'Etat existant, mais comme un Etat différent, dès le début en voie de d'extinction** ».

Sur ce que sera cet Etat, les thèses ne tarissent guère. Par contre elles sont muettes sur le « saut » censé l'instaurer en lieu et place de l'Etat bourgeois. Le problème-clé de toute stratégie révolutionnaire, celui de la transcroissance insurrectionnelle de l'afffrontement de classe, celui de l'épreuve de force militaro-politique entre les deux « pouvoirs », est purement évacué. De là à déduire, avec **AO**, que cette esquive revient à considérer que cette épreuve de force finale n'est pas nécessaire, que son « travail » est déjà réalisé par la progression même du « double » pouvoir diffus, il n'y a qu'un pas au demeurant légitime. De fait la direction du **PDUPC**, comme il ressort de l'interview de **Magri** publié ci-dessous, conçoit une telle épreuve de force comme une riposte de masse à un coup d'état contre-révolutionnaire. Outre l'extrême discrétion des thèses sur cette question, il s'agit là d'une conception restrictive qui n'intègre pas la préparation de l'affrontement violent avec l'Etat bourgeois comme tâche positive et permanente du parti.

Pour une recomposition « sans douleur » du mouvement ouvrier

Ce gradualisme stratégique s'accompagne d'une vision opportuniste de le recomposition du mouvement ouvrier.

Pour la direction du **PDUPC**, il s'agit de « **reconstituer une nouvelle direction du mouvement ouvrier sans passer à travers une crise destructrice qui divise et paralyse le mouvement dans la phase la plus dure de l'affrontement** ». (28)

Mais comment atteindre ce résultat ? En pratiquant l'unité de la base au sommet avec les réformistes, au sein du mouvement des masses. La propagande et l'initiative des révolutionnaires, dans le contexte du gouvernement des gauches, peut produire de profondes transformations au sein même des partis de la gauche, en particulier du PCI. En effet la ligne de

(26) idem p.47
(25) idem Thèse 24 p.11
(27) idem p.53 Thèse 17
(28) Thèses p.11

compromis historique de la direction Berlinguer est rigoureusement impraticable à terme. Elle va nécessairement engendrer une crise profonde et nourrir un débat fondamental d'orientation.

« **Il n'est évidemment pas dit, que de ces convulsions, sorte dans de brefs délais un tournant à gauche par rapport à la ligne actuelle** affirme le projet de thèses. Il est même possible, au contraire, que l'autosatisfaction du PCI et son sens ambigü des responsabilités, le pousse encore à accentuer encore le cours modéré de sa politique. Trop nombreux sont en effet les obstacles culturels, sociaux, organisationnels au véritable tournant stratégique qu'exige la situation.

Au cours des dernières années, dans le cadre de la politique du compromis historique, de tels obstacles se sont renforcés. Penser les dépasser par une action menée de l'intérieur, ou par une stimulation intellectuelle est vélléitaire... **Le problème est alors celui d'une action organisée, autonome, qui rassemble les forces et les idées existantes aujourd'hui sur la gauche du PCI, non pas pour le marginaliser ou le grignoter, mais comme élément dialectique indispensable pour produire en temps et sous une forme utile un tournant profond qui entraine le parti dans son entier** ». (28)

Dans l'article d'introduction à ce numéro il est dit en quoi cette tactique de recomposition « sans douleur » du mouvement ouvrier parait irréaliste et nourrit un cours droitier. Dans ce cas d'espèce elle incite le **PDUPC** à considérer le gouvernement des gauches comme l'**instrument de la transition au socialisme**, instrument que le mouvement de masse doit parfaire et utiliser : « l'importance d'une utilisation correcte du gouvernement, pour tout ce qu'il permet, apparait clairement, souligne les thèses. Il s'agit non pas d'ignorer ses limites, mais de les dépasser dans la pratique, de refuser une division des tâches (le gouvernement aux réformistes, les luttes aux révolutionnaires) et de l'utiliser au contraire comme instrument indispensable du processus de transition ». (29)

Position logique, au demeurant pour qui pense que les partis ouvriers au gouvernement, sous le feu de l'ennemi et la pression des masses, peuvent virer de bord à l'instar des castristes, des titistes, ou des maoistes, et prendre la tête du processus révolutionnaire...

Les résultats décevants aux élections du 20 juin 1976 renforcent l'aile qui s'était opposée à l'unité de l'extrême-gauche révolutionnaire au sein des listes de **Démocrazia Prolétaria** ; la fusion avec **AO**, présentée comme imminente en juin, semble différée.

Critique communiste présentera une analyse détaillée de l'orientation des principales organisations révolutionnaires italiennes, à l'occasion de leurs congrès nationaux, prévus pour l'automne.

juillet 1976
Henri Weber

LOTTA
DURA PER
LE CASE
CASE CISONO
NOI LE
OCCUPEREMO
FITTI
BASSI
AFFITTO
PROLETARIO
IL 10% DEL
SALARIO

M. GORLA